

Il n'en reste pas moins que l'Allemagne ne constitue pas encore une entité nationale. Étant donné la scission qui existe entre la nouvelle république et la zone russe, ainsi que les obstacles s'opposant actuellement à la conclusion, avec les Russes, d'un *modus vivendi* qui remédierait à cet état de choses, il semble que la possibilité de tenir une conférence de paix pour toute l'Allemagne soit plus lointaine aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a un an.

En ce qui concerne le traité de paix avec l'Autriche, il semblait, il y a quelques semaines, que des progrès sensibles avaient été réalisés et que les quatre Grandes Puissances pourraient bientôt s'entendre sur un traité. Mais il subsiste encore des difficultés qui se ramènent à l'impossibilité pour l'URSS d'une part, et la France, le Royaume-Uni et les États-Unis de l'autre, de se mettre d'accord sur l'épineuse question des avoirs allemands.

En France et en Italie, le prestige politique des communistes a essuyé depuis quelques mois de très graves revers. L'effort tenté il y a un an, pour renverser le gouvernement français a fait voir aux travailleurs que la grève est avant tout une arme politique destinée à réaliser les fins soviétiques. Cette grève a échoué, comme les grèves du même genre en Italie.

En Finlande, les communistes ont également recouru aux grèves pour renverser le gouvernement, mais ce dernier ne s'est pas laissé provoquer ni intimider. Il en est résulté une défaite complète des communistes, mais l'économie du pays en a gravement souffert. Nous ne pouvons qu'admirer et respecter l'équanimité avec laquelle le gouvernement et le peuple de Finlande ont eu raison de cette menace à leurs institutions. En Norvège, les communistes ont essuyé une défaite complète aux dernières élections.

La Grèce n'a pas encore réussi à se réconcilier avec ses voisins du nord. Récemment, à Lake-Success, j'ai assisté à vingt-six réunions d'une commission de conciliateurs et je crois savoir à quoi m'en tenir sur les causes de cet échec. Je suis en mesure d'affirmer qu'il n'y a de la faute ni du gouvernement grec ni de ses délégués à l'Organisation des Nations Unies. Malgré cet échec, l'armée nationale de Grèce a réussi, en beaucoup moins de temps qu'on ne le prévoyait encore il y a quelques mois, à repousser les bandes de francs-tireurs et à restaurer la paix dans ce malheureux pays si longtemps déchiré par la guerre civile. Nous espérons sincèrement que cette victoire permettra de stabiliser et de développer la démocratie en Grèce et d'y améliorer les conditions économiques.

Cette simple revue des faits indique que les pays de l'Europe occidentale mettent beaucoup de bonne volonté et d'énergie à se relever et à coopérer avec leurs voisins. Mais ce sont des démocraties et elles doivent faire la part de la liberté; chacune a ses propres traditions de pensée et un mode de vie consacré. Dans la recherche difficile d'une base d'entente sur les problèmes économiques, politiques et stratégiques de l'Europe, ces pays doivent donc rester libres de faire valoir leurs réclamations et d'accepter les compromis nécessaires. Sur le plan international comme sur le plan national, la démocratie consiste à gouverner par voie d'accord et non de décret et l'accord entre pays, si bien disposés soient-ils les uns envers les autres, prend forcément du temps. Nous ne devons donc pas manifester trop d'impatience si ces pays n'ont pas fait, depuis un an, de progrès vers la consolidation de l'Europe.